

ASSOCIATION POUR LA JUSTICE, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT AU SAHEL

Siège social : Quartier Etambar face au terrain municipal (Kidal)

Bureau Mopti Sévaré : village Can près de l'Hôpital Mali-Gavardo

Bureau Bamako : Hippodrome Rue Bazouma Sissoko

Récépissé : N°024/P-CKI Tel : + 223 76 47 51 98 /69 50 22 06 Courriel : associationjpds@gmail.com

N° compte bancaire : IBAN : ML02 01001 062180301401-89 Code BIC (SWIFT) : BMSMMLBA

Bamako, le 27 août 2022

À

**Madame la Directrice Exécutive de
l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté
Active et la Démocratie (A.J.C.A.D).
BAMAKO**

Objet : Demande de partenariat.

Madame la Directrice,

L'association pour la Justice, la Paix et le Développement au Sahel est une association qui regroupe des jeunes des régions nord et du Centre du Mali, des régions fortement touchées par l'insécurité.

Notre association, ayant comme soucis l'avenir et le devenir des jeunes, a pour objectifs de :

- Renforcer les capacités de la jeunesse pour le respect des droits de l'homme et le plaidoyer pour le bien être socio-économique;
- Favoriser l'éducation et la formation professionnelle des jeunes.
- apporter un appui à l'initiative privée des jeunes.
- promouvoir la paix, la cohésion sociale et le dialogue dans la résolution des conflits ;
- Contribuer au retour et à la réinsertion des personnes déplacées et réfugiées.

L'association a été créée en février 2018 à l'initiative d'un groupe de jeunes qui voulaient prendre leurs destins en main car la situation sécuritaire alimentée par le terrorisme n'augurait rien de bon quant à l'avenir dans le Sahel.

C'est pourquoi, refusant cette fatalité et à l'idée de donner de nouvelles perspectives aux jeunes à travers la mise en œuvre de projets de développement dans les régions du Sahel.

Afin de concrétiser cette vision, cela passe obligatoirement par une prise de conscience à travers l'éducation à la citoyenneté et de la démocratie.

C'est dans ce cadre que notre organisation vient par la présente solliciter un partenariat pour bénéficier de vos programmes de formations dans les domaines : du renforcement de capacité ; de la bonne gouvernance ; de la citoyenneté et de la démocratie.

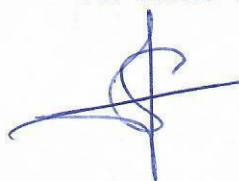
Dans l'attente, d'une suite favorable, veuillez agréer, Madame la Directrice Exécutive, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président

Monsieur Sékou Issa ONGOIBA

CI-JOINT:

- Copie Récépissé de l'AJPDS.
- Copie Statut de l'AJPDS.
- Copie Règlement intérieur de l'AJPDS.
- Copie Liste des membres du bureau de l'AJPDS.



N° 024/ P-CKI

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

LE PREFET DU CERCLE DE KIDAL

Vu la loi N°04-038 du 05 août 2004 relative aux associations,
Certifie avoir reçu de Monsieur Sékou Issa ONGOIBA, juriste, Président de l'association demeurant à Kidal, une déclaration en date du 05 mars 2018, par laquelle, il nous fait connaître la constitution d'une association dénommée : « Association pour la justice, la paix et le développement du sahel (A.J.P. D.S) »

Ayant entre autres pour objectifs :

- Renforcer les capacités de la jeunesse pour le respect des droits de l'homme et le plaidoyer pour le bien être socio-économique ;
- Favoriser l'éducation et la formation professionnelle des jeunes ;
- Promouvoir la scolarisation de la jeune fille et lutter contre la déscolarisation et l'exploitation abusive des enfants ;
- Promouvoir la culture de la paix et de la tolérance au sein de la jeunesse ;
- Encourager la jeunesse dans les activités de protection et conservation de l'environnement ;
- Contribuer au retour et à la réinsertion des personnes déplacées et réfugiées ;
- Promouvoir la santé maternelle et infantile etc.

Dont le siège social est situé à Kidal au quartier Etambar.

Le dossier comprend :

1. Trois (3) exemplaires (dont un timbré) de la déclaration en date du 15 février 2018.
2. Trois (3) exemplaires certifiés conformes du procès-verbal de l'assemblée constitutive.
3. Trois (3) exemplaires certifiés conformes (dont un timbré) des Statuts de l'Association.
4. Trois (3) exemplaires de la liste des membres du bureau avec la signature légalisée des trois responsables dudit bureau.

En application des dispositions des articles 7 et 8 de la loi précitée, il appartient aux déclarants de :

- ✓ Faire insérer au journal officiel de la République du Mali, un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'Association, l'indication de son siège social ainsi que les noms des membres du bureau,
- ✓ Notifier à l'Administration, dans un délai de trois mois, les changements survenus dans l'Administration ou la direction de l'Association, les modifications apportées aux statuts, les changements d'adresses du siège social, les nouveaux établissements fondés et les acquisitions ou aliénations d'immeubles.

la délivrance du présent récépissé a le caractère
d'une simple formalité et n'implique aucun
engagement particulier de l'Administration
envers l'Association concernée.

Kidal, le 07 mars 2018

P/ LE Préfet P.I
le 2^{ème} Adjoint



Statuts



STATUTS

Préambule

C'est dans le souci d'apporter sa contribution à la crise que connaît la région de Kidal depuis 2012 en particulier les difficultés auxquelles sont confrontées la jeunesse notamment le radicalisme des jeunes, l'insécurité, l'exode et le chômage qu'un groupe de jeunes ont envisagé de créer une organisation dénommée **l'Association pour la Justice, la Paix et le Développement du Sahel** (A.J.P.D.S). Aussi elle a pour mission d'appuyer les jeunes dans le cadre du développement et l'insertion socio-économique afin de contribuer au retour d'une paix durable.

Conscient que rien ne pourra se construire sans la jeunesse qui reste et demeure l'avenir d'un pays.

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Titre I : Création – Dénomination – Sigle – Siège – Durée

Article 1^{er} : Il est créé en République du Mali conformément à la loi N°04-038 du 05 août 2004 relative aux associations, une association apolitique laïque non confessionnelle et à but non lucratif dénommée **Association Pour la Justice, La Paix et le Développement du Sahel**.

Article 2 : Le Sigle est "**AJPDS**"

Article 3. Le siège social est à Etambar face au Terrain municipal. Il peut être transféré en toute autre localité du territoire national sur décision de l'Assemblée Générale.

Article 4. La durée de vie de l'association pour la Justice, la Paix et le Développement du Sahel est illimitée.

Titre II : But et Objectif

Article 5 : l'association intervient dans les domaines suivants : l'accès à la justice ; l'instauration de l'état de droit ; la démocratie ; l'éducation à une culture de la paix ; la cohésion sociale ; l'humanitaire ; protection de l'environnement et le développement.

Les objectifs principaux de l'association consistent à :

- Renforcer les capacités de la jeunesse pour le respect des droits de l'homme et le plaidoyer pour le bien être socio-économique ;
- Favoriser l'éducation et la formation professionnelle des jeunes ;
- Apporter un appui à l'initiative privée des jeunes ;
- Promouvoir la paix, la cohésion sociale et le dialogue dans la résolution des conflits ;
- Sensibiliser la jeunesse sur ses droits et devoirs au sein de la société ;
- Lutter contre l'analphabétisme ;
- Promouvoir la scolarisation de la jeune fille et lutter contre la déscolarisation et l'exploitation abusive des enfants ;
- Promouvoir la culture de la paix et de la tolérance au sein de la jeunesse ;
- Lutter pour la réhabilitation et la réinsertion sociale des jeunes ;
- Venir en aide aux démunis, femmes, enfants ou personnes âgées, personnes défavorisées, par des actions sociales ;
- Permettre aux populations d'avoir accès aux soins de santé primaires ;
- Promouvoir la santé maternelle et infantile ;
- Encourager la jeunesse dans les activités de protection et conservation de l'environnement ;
- Contribuer au retour et à la réinsertion des personnes déplacées et réfugiées.

Titre III : De l'Adhésion et de la Qualité de membre

Article 6 : l'association est ouverte à toutes personnes sans distinctions de race ni de religion âgées de 18 ans au moins jouissant de ses droits civiques.

Article 7 : Tout membre de l'association doit :

- accepter les Statuts et le règlement Intérieur.
- posséder la carte de membre.
- s'acquitter régulièrement de ses cotisations.

TITRE IV : De la Discipline

Article 8 : Tout membre de l'association doit respecter les présents Statuts et le Règlement Intérieur de l'association.

Tout acte d'indiscipline de la part d'un membre peut être sanctionné par le Bureau Exécutif.

Sont considérés comme actes d'indisciplines:

- toute violation des Statuts et du Règlement intérieur.
- le refus d'appliquer les directives et les décisions des organes dirigeants et délibérant sans motif valable.
- le non-paiement de cotisation pendant plus de 12 mois.
- cinq absences consécutives non justifiées aux réunions du bureau exécutif.

Article 9 : Les sanctions pouvant être infligées sont les suivantes :

- l'avertissement, prononcé par le Président du Bureau Exécutif.
- le blâme, prononcé par le Président du Bureau Exécutif.
- la suspension et la radiation, prononcées par l'Assemblée Générale sur proposition du Président exécutif. La durée de la suspension ne doit pas excéder trois(3) mois.

TITRE V : De la perte de la qualité de membre

Article 10 : la qualité de membre se perd par :

- le décès.
- la démission.
- la radiation, l'exclusion.
- la faute grave portant atteinte à l'honneur de l'association.

TITRE VI : Du retrait

Article 11 : Tout membre de l'association peut se retirer librement en rendant sa démission par écrit au Président du Bureau Exécutif qui l'accepte et rend compte à l'Assemblée Générale lors de sa plus prochaine session.

Tout membre qui se retire n'a droit à aucun remboursement de frais.

TITRE VII : Des ressources de l'association

Article 12 : Les ressources de l'association proviennent essentiellement des :

- cotisations des membres.
- prix des cartes de membres.
- droits d'inscription ou d'adhésion.
- souscription volontaire.
- dons, subvention et legs.

Article 13 : Les fonds de l'association sont déposés dans un compte bancaire ou dans une institution d'Epargne et de Crédit.

Tout retrait de fonds se fait sous la double signature du Président et du Trésorier Général. Les documents comptables du Trésorier sont cotés et paraphés par le Président du Bureau Exécutif.

TITRE VIII : Organisation et Administration

L'association est administrée par un Bureau Exécutif de dix (10) membres.

Article 14 : l'association est organisée en Instance et Organe comme suit :

- l'Assemblée Générale (AG).
- le Bureau Exécutif (BE).

Article 15 : L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'association. Elle se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du Président du Bureau Exécutif ou à la demande des 2/3 des membres présents inscrits sur le registre et à jour dans le paiement de leurs cotisations. Des sessions extraordinaires ont lieu à la demande du Président ou celle des 2/3 des membres du Bureau Exécutif sur convocation du Président.

Article 16 : L'Assemblée Générale, pour délibérer valablement doit réunir la majorité de ses membres inscrits, présents à la session et à jours dans le paiement de leurs cotisations.

Lorsque le quorum n'est pas atteint au cours d'une Assemblée Générale ordinaire, une seconde Assemblée Générale extraordinaire est convoquée à l'initiative du Président dans un délai de 15 jours francs.

Cette Assemblée Générale extraordinaire pourra valablement délibérer même si le quorum n'est pas atteint.

Article 17 : Un procès verbal est dressé à l'issu de chaque Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire ainsi que chaque réunion ordinaire et extraordinaire du Bureau Exécutif.

Article 18 : Les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée Générale sont présidées par le Président du Bureau Exécutif ou celui qui le suit dans l'ordre de préséance.

Article 19 : Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité simple des membres présents inscrits sur les registres de l'association. Le vote se fait à main levée. En cas de partage de voix celle du Président est prépondérante.

Article 20 : L'association est administrée par un Bureau Exécutif (B.E) dix (10) membres élus par l'Assemblée Générale et composé comme suit :

- un Président
- un secrétaire général
- un secrétaire administratif
- un trésorier général
- un secrétaire à l'organisation
- un secrétaire au développement économique et culturel
- un secrétaire à la communication
- un secrétaire aux relations extérieures
- un commissaire au compte
- un commissaire au conflit.

Article 21 : L'Assemblée Générale est habilitée à :

- élire les membres du Bureau Exécutif

- approuver et modifier les statuts et le règlement intérieur
- déterminer la politique générale de l'association
- se prononcer sur la dissolution de l'association
- fixer le droit annuel et le taux annuel de cotisation
- approuver le rapport bilan des activités présenté par le Président du BE
- se prononcer sur les demandes d'adhésion ou d'exclusion des membres de l'association.

Article 22 : Un procès verbal est dressé à l'issu de chaque Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire ainsi que chaque réunion ordinaire et extraordinaire du Bureau Exécutif.

TITRE IX : Des Attributions du Bureau Exécutif

Article 23 : Les membres du Bureau Exécutif sont élus en Assemblée Générale pour un mandat de 5 ans renouvelables.

Article 24 : Le Bureau Exécutif est l'organe d'exécution des décisions prises par l'Assemblée Générale.

Article 25 : Le Bureau Exécutif se réunit régulièrement en session ordinaire ou en session extraordinaire sur convocation du Président ou a la demande des 2/3 de ses membres.

Article 26 : il délibère valablement s'il réunit la moitié plus un des ses membres. En cas de défaut de quorum, une autre réunion est convoquée dans les quinze (15) jours qui suivent. Celle-ci délibère sans condition de quorum. Les décisions du Bureau Exécutif sont prises à la majorité simple. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 27 : les attributions des membres du Bureau Exécutif sont définies dans le Règlement Intérieur.

Chapitre II : DES DISPOSITIONS PARTICULIERES

TITRE I : DE L'AFFILIATION ET DES RELATIONS DE PARTENARIAT

Article 28 : l'association peut s'affilier à tous les groupements et associations d'objectifs communs poursuivant le même but en Afrique ou dans le monde.

TITRE II : DE LA RESOLUTION DES CONFLITS ET/OU DIFFERENDS

Article 29 : tout conflit ou différend entre les membres de l'association est réglé par le chargé aux conflits.

Il en est de même pour tout conflit ou différend, qui opposerait un membre de l'association à un tiers/ou une autre association.

A défaut de règlement à l'amiable, le différend ou conflit sera porté devant le tribunal où se trouve le siège de l'association.

CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES

TITRE I: DE LA REVISION ET/OU MODIFICATION DES STATUTS

Article 30 : Les présents statuts ne peuvent être révisés ou modifiés que par l'Assemblée Générale en session extraordinaire convoquée par le Président ou à la demande écrite des 2/3 des membres du Bureau Exécutif.

TITRE II : DE LA DISSOLUTION

Article 31 : Outre les clauses de dissolution de l'association prévues par la loi N°04-038 du 05 août 2004, il peut être mis fin à la vie de l'association sur décision de l'Assemblée Générale en session extraordinaire convoquée à cet effet par le Président de l'association ou à la demande écrite des 2/3 des membres de l'association à jour dans le paiement de leurs cotisations.

La décision est prise à la majorité simple des membres présents.

Article 32 : En cas de dissolution, les biens seront destinés à une autre association qui a les mêmes objectifs qu'elle.

Article 33 : Les présents statuts seront complétés par un Règlement Intérieur adopté, en Assemblée Générale dans les mêmes conditions.

Lu et adopté en Assemblée générale constitutive

Kidal, le 15 février 2018



« ASSOCIATION POUR LA JUSTICE, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT DU SAHEL »
QUARTIER ETAMBAR KIDAL

Règlement Intérieur



Article 15 : Commissaire au conflit

Il est chargé du règlement des différends au sein de l'association.

Article 16 : les fonctions du bureau de l'association ne sont pas rémunérées. Toutefois des primes d'accompagnement peuvent être accordées aux reconnus leur dévouement pour l'atteinte des objectifs de l'association.

TITRE V : DES RESSOURCES

Article 17 : Les ressources de l'association proviennent essentiellement des :

- cotisations des membres;
- prix des cartes de membres;
- droits d'inscription ou d'adhésion;
- souscription volontaire;
- dons, subvention et legs.

La cotisation mensuelle est de 2000 FCFA pour tous les membres de l'association.

TITRE VI : DE LA DISCIPLINE ET DES SANCTIONS :

Article 18: L'avertissement et l'amende sont prononcés par le Bureau après audition de l'intéressé.

Article 19 : Le blâme, la suspension et l'exclusion sont prononcés par l'Assemblée Générale sur proposition du Bureau, après audition de l'intéressé.

TITRE VII : DISPOSITIONS SPECIALES

Article 20 : Au cours de la dernière assemblée générale de chaque année, le Bureau présente un rapport d'exécution du programme et un rapport financier.

Article 21 : En cas de défaillance manifeste du Bureau, l'Assemblée Générale Extraordinaire ou des 2/3 de ses membres peut décider de la dissolution et la mise en place d'un nouveau bureau.

TITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 22 : Le présent Règlement Intérieur ne peut être modifié que par décision de l'Assemblée Générale.

Article 22 : En cas de dissolution, les biens seront destinés à des œuvres de bienfaisance ou à des associations poursuivant les mêmes objectifs.



Kidal, le 15 Février 2018

Il est secondé et remplacé par le vice président en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 7 : le Secrétaire Général

Il est chargé de l'administration à plein temps des membres. A ce titre, il tient le fichier des adhérents.

Article 8 : Le Secrétaire Administratif :

Il tient les procès-verbaux des réunions de Bureau et des Assemblées Générales et détiennent les archives. Il reçoit le courrier et informent le Président.

Il est secondé et remplacé par le Secrétaire Administratif Adjoint en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 9 : Le Trésorier Général

Il est chargé de la gestion des fonds et des biens de l'« **Association Pour la Justice, la Paix et le Développement au Sahel** ». A ce titre, il détient les documents comptables de l'association.

Il signe conjointement avec le Président les titres de paiements émis par l'association et fait encaisser les sommes dues à l'Association. Les fonds de l'Association seront domiciliés dans un compte bancaire ouvert au nom de celle-ci.

Il est secondé par le Trésorier Général adjoint qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Pour toute dépense excédant 50.000 FCFA, il faut obligatoirement l'accord des 2/3 des membres du bureau.

Article 11 : Secrétaire au Développement Economique, Social et Culturel

Il est chargé de la conception et du contrôle de toutes les actions de développement initiées par l'association. Il préside la commission chargée du Développement Economique. Il est aussi chargé de l'emploi.

Article 12 : Secrétaire à la Communication

Il est la porte-parole de l'association auprès des personnalités étrangères et d'autres associations.

Article 13 : Secrétaire aux relations extérieures

Il est chargé des relations avec l'extérieur. Il est également chargé des relations avec d'autres structures similaires, organismes ou institutions.

Il est secondé et remplacé par le Secrétaire aux relations Extérieurs Adjoint en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 14 : Commissaire au compte

Il est chargé de la collecte des cotisations et de leur reversement au Trésorier.

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent Règlement Intérieur complète et précise les statuts de l'Association dont il est partie intégrante. Il définit l'organisation et le fonctionnement de l'Association.

TITRE II : CONDITIONS D'ADHESION ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

Article 2 : L'association admet en son sein toutes personnes ayant rempli les conditions énumérées dans les statuts de l' « **Association Pour la Justice, la Paix et le Développement du Sahel** ».

Article 3 : Tout membre, pour être reconnu comme tel, doit payer les droits d'adhésion et s'acquitter de ses cotisations.

TITRE III : DES ORGANES DE L'ASSOCIATION :

Article 4 : De l'Assemblée Générale :

4.1 : L'Assemblée Générale se réunit **une fois par an en session ordinaire**. Elle a pour mission de :

- Adopter ou de modifier le règlement intérieur ;
- Définir les orientations, les programmes d'activités de l'Association et d'adopter le budget ;
- Elire les membres du Bureau et de fixer leur attribution ;
- Prononcer les sanctions disciplinaires ;
- Fixer le montant des cotisations et le prix de la carte de membre ;

4.2 : L'Assemblée Générale peut se réunir en session extraordinaire à la demande des 2/3 des membres du bureau.

Article 5 : Du Bureau :

Le Bureau est l'organe d'exécution de l'Association.

Il se réunit **une fois par mois**. Toutefois, il peut se réunir en séance extraordinaire sur convocation du Président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

Les membres du bureau sont élus par l'assemblée générale pour une durée de **deux (02) ans**. Leur mandat est renouvelable.

Lorsqu'un ou plusieurs postes sont vacants au sein du Bureau, l'Assemblée Générale veillera à les pourvoir.

TITRE IV : DES ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU BUREAU

Article 6 : Le Président :

Il est le premier responsable de l'Association. Il convoque et préside les réunions du bureau. A ce titre, il veillera sur l'organisation et le bon fonctionnement de l'Association, signe les correspondances, représente l'Association en tout lieu et en toute circonstance. Il est le responsable de la moralité des dépenses.

Liste des membres du Bureau Exécutif F issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Mopti-Sévaré à la date 22 décembre 2019.

Président : Monsieur Sékou Issa ONGOIBA, Juriste, Hippodrome, Bamako.

Secrétaire Générale : Monsieur Bilal Ag Sidi Mohamed, Technicien Supérieur de la Santé, Etambar, Kidal.

Secrétaire Administratif : Madame Agaicha Walet Ibrahim, juriste, Etambar, Kidal.

Trésorière Générale : Madame Agaicha Wallet Ahmadou DICKO, Juriste, Hippodrome, Bamako.

Secrétaire à l'Organisation : Issouf DEMBELE, Commerçant, Etambar, Kidal.

Secrétaire au Développement Economique, Social et Culturel : Mohamed Ag Ahmadou DICKO, Prestataire de service, Village Can, Mopti.

Secrétaire à la santé : Sidiamar Ag Ibrahim, Médecin Anesthésiste, Etambar, Kidal.

Secrétaire à la Communication : Mohamed Ag Afrougada, Enseignant, Etambar, Kidal.

Secrétaire aux relations Extérieures : Ramata Touré, Commerçante, Etambar, Kidal.

Secrétaire chargé de la collecte des cotisations : Elmansour Touré, Etambar, Kidal.

Secrétaire aux Conflits : Bicha Ag Sidi Mohamed, Juriste, Etambar, Kidal.

Secrétaire à l'information : Mariam SANGARE, ménagère, Sévaré, Mopti.

Secrétaire à la jeunesse : Alassane Kane, Gestionnaire, Sévaré, Mopti.

Secrétaire à l'éducation : Mohamed MAIGA, Enseignant, Sévaré, Mopti.

Secrétaire en charge de l'humanitaire : Bagham Ag OUSMANE, Gestionnaire des Ressources Humaines, Quartier Alihou, Kidal.

Le Président

Monsieur Sékou Issa ONGOIBA

